

Au-delà du sommet du G8 : un seul peuple, une seule planète

Partage international n° [169](#) - Septembre 2002

par Todd Lorentz et Diana Holland

La réunion au sommet des leaders du G8 de l'année 2002 s'est tenue à Kananaskis, Alberta (Canada), à proximité de Calgary, sous l'œil vigilant d'un cordon de sécurité de plusieurs millions de dollars.

Deux jours de discussions avaient été organisés pour les dirigeants des huit pays les plus puissants du monde développé, afin d'aborder les problèmes du terrorisme mondial, du commerce et de l'économie et, en priorité sur l'agenda du premier ministre canadien Jean Chrétien, d'un nouveau programme d'aide et de développement pour le continent africain.

Le sommet du peuple

Simultanément s'est réuni, à Calgary, le sommet du peuple, G6M (Groupe des six milliards d'habitants), qui n'avait pas été invité aux débats du G8. Durant la semaine précédant le rassemblement des chefs d'Etat, des organisations non-gouvernementales (ONG) et divers groupes venus du monde entier ont débattu de sujets fondamentaux touchant au développement, comme l'épidémie du sida en Afrique, les innombrables calamités dues aux mines antipersonnel, les problèmes environnementaux, la guerre qui couve autour des ressources en eau, et les privatisations.

L'un après l'autre, chaque intervenant a présenté des solutions immédiates à des problèmes en apparence insolubles ; pas seulement des projets de transformations, mais dans de nombreux cas, des rapports d'expériences directes de solutions déjà appliquées avec succès.

Lors d'un concert donné en soirée, un présentateur a déclaré en plaisantant que les leaders du G8 étaient obligés de se terrer au fond de la forêt canadienne, parce que dans des endroits tels que New York et Toronto, ils ne seraient tout simplement plus tolérés. Alors qu'à Kananaskis les poignées de mains étaient

plutôt réservées, le ton était tout autre au sommet du peuple, où sauver « l'humanité une » est devenu l'objectif d'une mission humanitaire.

Le canadien Stephen Lewis, envoyé spécial de l'ONU pour le sida en Afrique, a lancé un appel passionné, évoquant les mesures concrètes qu'il serait possible d'adopter pour seulement une fraction des 400 millions de dollars dépensés lors des deux jours de ripailles du G8. Une grande partie du coût de ces deux jours a été consacré aux mesures de sécurité visant à éviter toute manifestation de violence, comme on en connut en 2001, à Gênes, où un manifestant fut tué et 200 autres blessés, ainsi que lors des pourparlers de l'organisation mondiale du commerce, à Seattle, en 1999.

En fin de compte, les hommes de pouvoirs, vêtus à la Robocop, dissimulés derrière des écrans protecteurs, sont restés parqués dans des salles climatisées au sous-sol des hôtels, tandis qu'à Calgary, les forces de l'ordre, vêtus de shorts et de casques de cyclistes, patrouillaient à bicyclette à travers la ville écrasée de soleil, à seule fin de distribuer de l'eau aux manifestants déshydratés. La manifestation de rue, qui comprenait un grand défilé qui interrompit la circulation dans le centre ville pendant plusieurs heures, s'est déroulée sans incident. A un certain moment, alors qu'un petit incident était sur le point de se produire, des marcheurs ont entouré les responsables en scandant : « *Ne donnez pas aux médias ce qu'ils attendent.* » Malgré les 34,6 millions de dollars dépensés par la ville de Calgary pour la sécurité de cette seule journée, et en dépit de l'espoir des médias d'assister à des échauffourées pouvant faire la une des journaux, la tendance générale était plutôt détendue. Les manifestants semblaient comprendre que le fait de rester pacifiques était la meilleure façon d'avertir les leaders qu'une masse de citoyens instruits et de tous âges était capable de se mobiliser de manière ordonnée et que la « voix du peuple » pouvait se faire entendre.

Une liste de 14 recommandations

Le G6M a préparé une liste de 14 recommandations à l'intention des représentants du G8, comprenant l'adoption du protocole de Kyoto sur les changements climatiques, une taxe sur les transactions de devises,

un code de déontologie pour les multinationales du G8, la suppression des sanctions contre l'Irak et l'adoption d'un traité sur les mines anti-personnel par la Russie et les Etats-Unis.

L'une des idées clé du sommet du peuple était la nécessité de faire évoluer le cadre des choses, et de sortir de la mentalité du « profit avant tout ». Les marchés ne devraient plus être autorisés à déterminer nos valeurs. Le Dr James Orbinski, de Médecins sans frontières, a relevé la règle des 90 - 10, qui régit l'économie dans la recherche médicale : environ 90 % des financements sont consacrés à 10 % (au mieux) des maladies à travers le monde, comme la calvitie, les dysfonctionnements sexuels et l'obésité, tandis que les peuples du tiers monde succombent à des maladies mortelles comme la malaria et la maladie du sommeil, faute des moyens de payer les traitements existants.

Autre point délicat, le manque de volonté politique à suivre les engagements. Ainsi, alors que l'Accord de Monterrey avait promis à l'Afrique 12 millions de dollars au titre de fonds de développement, le G8 a renâclé à verser ce modeste montant, proposant la moitié de la somme sur un caprice des leaders. Stephen Lewis a en outre expliqué comment Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, avait créé un Fonds mondial pour le sida, la malaria et la tuberculose, demandant à toutes les sources, et particulièrement aux gouvernements, une contribution annuelle de 7 à 10 milliards de dollars. A ce jour, les pays développés ont versé 2,1 milliards de dollars sur trois ans, soit environ 7 % du total requis.

Pam Foster, de l'Initiative Halifax, une coalition canadienne d'ONG travaillant pour la transformation du système financier international et des institutions, a expliqué que les prêts bancaires fournis par les gouvernements étrangers au titre de l'aide internationale au développement financent souvent des projets défavorables aux populations des pays qui les reçoivent. Et la plupart du temps, l'argent retourne directement vers les entreprises des pays donateurs.

« Même les pays les plus riches et les plus puissants, comme ceux qui sont représentés à votre réunion, ne seront guère en mesure d'assurer une sécurité durable, tant au plan économique que physique, aussi longtemps que des milliards de personnes dans d'autres pays ne pourront pas avoir accès à ces avantages. »

Kofi Annan, secrétaire général de

l'ONU, dans une lettre adressée en 2002 aux leaders du Sommet du G8

Lors des sessions de Kananaskis, une délégation de quatre présidents africains a interpellé les leaders du G8 sur le financement d'un programme complet « made in Africa » pour le développement, appelé NPDA (Nouveau Partenariat pour le développement africain). Ce programme envisage un taux de croissance économique annuel de 7 % sur les quinze prochaines années, ainsi qu'une réduction de 50 % de la pauvreté, une forte réduction des taux de mortalité infantile et maternelle et une amélioration de la scolarisation pour tous les enfants. Il attend de la part du monde développé un apport financier massif pour atteindre ces objectifs, en échange de la libéralisation du commerce, de davantage de transparence dans les pratiques gouvernementales, de la réduction de la corruption et du respect des droits de l'homme. Bien que ce programme ait été élaboré en Afrique par des Africains, il rencontre bon nombre de détracteurs parmi les citoyens et même parmi les ONG. D'une part, il n'y a pas eu de véritable consultation ou de participation de la population dans l'élaboration du NPDA, et beaucoup pensent qu'il ne s'agit que d'un nouvel emballage des méthodes du FMI qui ont lamentablement échoué par le passé. Il est clair pour beaucoup que l'annulation complète de la dette, la fin de la politique d'ajustements structurels, l'élargissement des droits démocratiques et l'action communautaire sont la pierre angulaire du redressement de l'Afrique.

J. Lewis a suggéré que le NPDA, aussi admirable que soient ses immenses objectifs, est essentiellement imparfait : il reprend des principes et des promesses qui n'ont pas été tenues par l'Occident au cours des vingt-cinq ans pendant lesquels des accords similaires ont été conclus. Tout aussi important, il réduit à un seul petit paragraphe le tragique impact du sida sur l'infrastructure et le tissu social africain, alors que le sida conditionne complètement le développement de l'Afrique aujourd'hui. « *A moins de nous occuper du sida, a-t-il déclaré, toutes les belles déclarations du NPDA sont vouées à l'échec. Je ne peux pas m'exprimer plus clairement.* » J. Lewis a continué en expliquant comment la tragédie pourrait être évitée, avec 34 dollars par personne pour couvrir le coût de services essentiels, grâce à une contribution des pays calculée en fonction des lignes directrices de l'ONU et en écho au Fonds mondial proposé par Kofi Annan. Les solutions sont connues, et l'infrastructure est en place. Un continent entier pourrait être sauvé, a-t-il conclu, si les leaders du monde en prenaient l'engagement.

Les solutions abondent

Le sommet du peuple est tout aussi clair : les solutions abondent. Ateliers après ateliers, rencontres après rencontres, les gens dits « ordinaires » pourraient, en moins de vingt minutes, arriver à un consensus sur les principaux problèmes. En outre, les intervenants étaient parfaitement informés de la nature des solutions possibles, beaucoup d'entre eux ayant consacré une grande partie de leur vie active à s'occuper directement d'un domaine dont ils connaissent tous les tenants et les aboutissants.

Nous avons demandé à des participants du G6M si celui-ci pourrait avoir une quelconque influence sur la politique du G8. La réponse a semblé remarquablement consensuelle, depuis les experts jusqu'aux gens de la rue, ainsi que l'a exprimé avec éloquence Virginia Setshedi, présidente du comité de Soweto pour la crise de l'électricité : *« Ce que ce petit groupe [de membres du G8] pense n'a tout simplement aucune importance. Les gens en ont assez. Nous savons ce qui doit être fait, et nous trouverons un moyen de le faire sans leur aide. Nous n'avons plus besoin de ces dinosaures politiques. Ils*

sont totalement hors course. »

Le G6M a fait apparaître clairement que « la voix du peuple » se fait entendre haut et fort, que le peuple est sincère, informé et prêt. La tendance va incontestablement vers l'idée d'« un seul peuple, une seule planète ».

Auteur : Todd Lorentz et Diana Holland,

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)